

nouvelles restrictions quant à l'utilisation de combustibles fossiles et de nouveaux obstacles «verts» à l'importation pour les produits qu'ils vendent au Nord.

Ce qu'ils veulent, c'est que la conférence examine tout un ensemble de questions liées aux ressources nécessaires au développement (dette, chute du cours des matières premières et des denrées, accès aux marchés pour leurs produits, augmentation des fonds accordés par les organismes d'aide au développement et par le secteur privé, etc.). Car, pour une fois dans des pourparlers internationaux, les pays en développement ont l'impression d'avoir une carte à jouer, puisque aucun des grands problèmes mondiaux de l'environnement ne peut être résolu sans leur entière coopération.

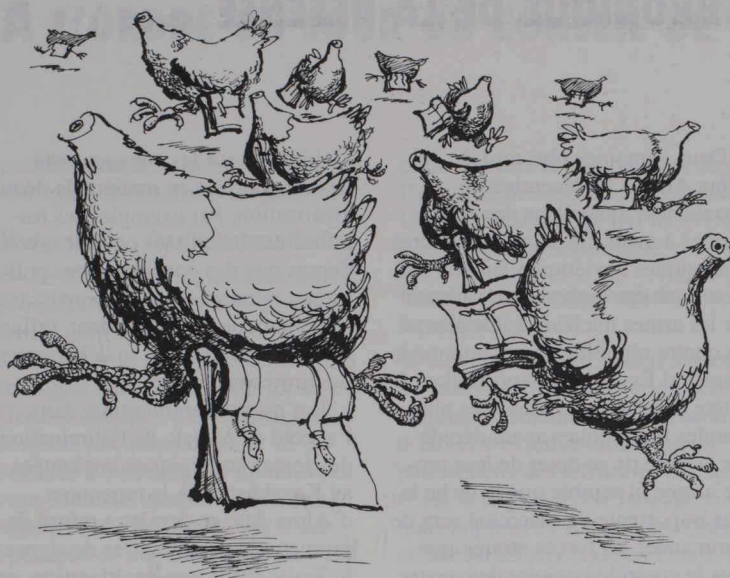
Par exemple, même si les États-Unis et les autres pays industriels prennent des mesures pour diminuer les émissions d'acide carbonique, leur effort sera réduit à néant si l'Inde et la Chine poursuivent leur objectif ambitieux, qui est de construire quelques 300 nouvelles centrales thermiques au cours des vingt prochaines années. Pour reprendre les termes d'un document préparé par le Secrétariat du Sud (organisme regroupant des pays en développement) pour la récente rencontre du Groupe des 15 pays en développement à Caracas : «La CNUED est une conférence internationale où le Nord cherche à obtenir du Sud des concessions environnementales et où le Sud peut faire de telles concessions si le Nord s'engage fermement à redéfinir les relations économiques mondiales.»

QUE PEUT-ON ATTENDRE DE RIO DE JANEIRO EN JUIN ? D'AUCUNS PENSENT QUE la solution à ces problèmes reposera sur une sorte de «grand marché» entre le Nord et le Sud. Les pays du Nord s'engageraient à réduire considérablement leurs émissions de gaz responsables de l'effet de serre et à laisser à ceux du Sud un «espace écologique» suffisant pour qu'ils puissent augmenter leurs propres émissions pendant qu'ils se développent. Le tiers-monde insiste énormément sur ce point. Un tel engagement supposerait des transferts substantiels vers les pays en développement, de nouveaux capitaux qui serviraient non seulement à faciliter le passage à des formes plus durables d'utilisation de l'énergie et d'exploitation forestière, mais aussi à venir à bout de certains déficits sur le plan de l'alimentation, du logement, de l'eau potable et du chômage. D'après certaines estimations, il en coûterait environ 130 milliards de dollars américains par an.

En échange, les pays en développement s'engageraient à exploiter leurs forêts suivant des critères de viabilité, à réduire leurs taux de croissance démographique, à diminuer leurs dépenses militaires et à opter pour une consommation énergétique plus durable. Au mieux, on fera un timide premier pas dans ce sens à Rio.

Dans quelle mesure la CNUED peut-elle combiner les objectifs concurrents et débloquer les sources financières ? Pour le moment, les perspectives sont incontestablement sombres. Comme le dit Maurice Strong, «jamais les riches ne se sont sentis si pauvres». Les gouvernements ont accepté de parler d'argent en mars, à New York, au cours de ce qui sera la dernière réunion préparatoire. Le bruit court que le Japon prépare peut-être une grosse enveloppe, de 10 milliards de dollars américains. Les Américains, en revanche, sont fauchés, et les Européens sont obsédés par l'Europe de l'Est. Les transferts de technologie sont aussi au menu de ces discussions internationales, mais les pays en développement prônant que ces transferts s'opèrent sur «une base préférentielle et non commerciale» et les pays développés se prévalant de la sacro-sainte propriété intellectuelle, on ne semble guère progresser.

La pièce de résistance de la Conférence de Rio est un ensemble ambitieux de documents appelés «Programme 21». Le tout, qui représente des centaines de pages, contient une série de plans d'action touchant à des sujets



allant des déchets toxiques à la pauvreté, en passant par la croissance économique et l'environnement. On en mentionne aussi le prix, qui s'apparente aux milliards susmentionnés. Lors de conférences internationales précédentes, la plupart des documents de ce genre ont été «pré-négociés» par des commissions préparatoires, mais on n'a peu avancé sur les points les plus épineux du «Programme 21» et les gouvernements devront réaliser de petits miracles à New York pour qu'il soit prêt pour Rio.

Étonnamment, on semble peu presser les gouvernements de conclure des accords à Rio. Les pays en développement paraissent déterminer à n'accepter qu'une entente globale. En fait, beaucoup de leurs délégations seraient mal accueillies si elles rentraient chez elles avec un plan

d'action pour les seuls problèmes du Nord. En même temps, sous prétexte qu'une telle entente coûterait des milliards de dollars et serait donc irréaliste, bien des pays industriels font la sourde oreille. L'actuel gouvernement américain, dirigé par George Bush, inquiété par une opposition néo-isolationniste décidée à l'accuser de trop prêter d'attention aux affaires extérieures, et réticent à l'idée de modifications importantes dans la politique énergétique des États-Unis, essaiera d'empêcher tout réel progrès sur la question du changement climatique.

Et le Canada ? Sa délégation, conduite par MM. John Bell des Affaires extérieures et Arthur Campeau d'Environnement Canada, a constamment été parmi les mieux dirigées et les plus efficaces pendant la phase préparatoire. Cependant, à présent que la conférence entre dans sa session finale, la plus cruciale, il devient évident que le Canada offrira peu dans nombre des dossiers clés. Le contraire supposerait un engagement du Cabinet et un exemple politique de haut niveau qui ne se sont pas encore manifestés.

Lors d'autres conférences de l'ONU sur l'environnement, l'eau, les déserts et l'énergie renouvelable, on s'est concentré exclusivement sur les problèmes des pays en développement, mais cette fois, les problèmes sur lesquels la CNUED se penchera étant mondiaux, les pays industriels devront faire les premiers pas vers une solution. Au Canada, on ne semble guère comprendre le lien entre la politique intérieure du pays et sa capacité à infléchir le cours des négociations. Le Programme 21 porte sur des thèmes très divers, dont bon nombre relèvent de la compétence provinciale. Si le Canada veut jouer un rôle positif, il lui reste encore beaucoup à faire pour définir ses priorités et consulter les provinces sur des questions essentielles comme l'exploitation forestière, les changements climatiques et les pêches maritimes.

AINSI, LE CANADA EST LE PREMIER CONSOMMATEUR D'ÉNERGIE PAR HABITANT dans les pays industriels. Bien que le gouvernement se soit engagé à geler les émissions d'acide carbonique aux quantités de 1990 d'ici à l'an 2000, il est bien connu que peu de mesures ont été prises pour y parvenir. Le Canada a mené les discussions sur l'exploitation forestière pendant la phase préparatoire; pourtant, ses politiques intérieures en la matière sont généralement jugées non durables. Le surnom de «Brésil du Nord» donné par le ministre de l'Environnement brésilien commence à lui coller à la peau.

Début février, dans un geste qui donne au moins à espérer que le Cabinet est maintenant saisi du problème, le premier ministre a confié à son vieil ami M. Campeau, en plus de ses responsabilités actuelles à l'Environnement, la tâche de le représenter personnellement à la CNUED, au rang d'ambassadeur. Néanmoins, si le premier ministre doit prendre des décisions importantes avec ses autres collègues à Rio, il leur faudra déplacer plusieurs montagnes au cours des deux mois à venir. □

Michael McPherson